



17 milliards d'euros de consommation touristique

Les touristes ont dépensé 15,4 milliards d'euros en Rhône-Alpes en 2011. Ce montant a légèrement diminué depuis 2005 : les vacanciers et excursionnistes dépensent davantage pour se loger, se restaurer, un peu moins pour skier. En ajoutant à ces dépenses la valeur locative des résidences secondaires, la consommation touristique régionale atteint 17,3 milliards d'euros, faisant de Rhône-Alpes la troisième région la plus touristique de France, Dom compris, et du tourisme l'un de ses atouts.

Henri Lavergne

Conjuguant de nombreux attraits touristiques (domaine skiable de renommée mondiale, activités de plein air variées en été et dynamisme économique de la métropole lyonnaise) à des infrastructures de transport bien développées, Rhône-Alpes est une région au fort poids touristique.

Rhône-Alpes, troisième région en matière de consommation touristique

En 2011, les dépenses des touristes dans la région s'élèvent à 15,4 milliards d'euros. Si on ajoute aux dépenses touristiques la valorisation des nuitées passées dans les résidences secondaires de la région (estimée à 1,9 milliard d'euros), la consommation touristique en Rhône-Alpes atteint 17,3 milliards d'euros en 2011, soit 11,9 % de la consommation touristique intérieure de France. Rhône-Alpes est, de ce point de vue, la troisième région de France la plus touristique (*figure 1*), derrière l'Île-de-France (38,8 milliards) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (18,1 milliards). Rapportée au PIB, l'activité touristique représente 8,9 % de la richesse produite en Rhône-Alpes. Elle est l'un des multiples moteurs économiques de la région.

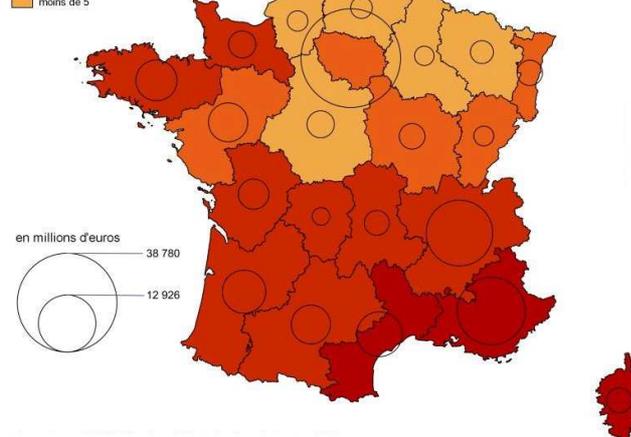
La dépense touristique baisse légèrement entre 2005 et 2011

Les dépenses des touristes en Rhône-Alpes ont progressé en euros courants entre 2005 et 2011. Toutefois, en tenant compte de l'inflation, cette évolution correspond à une légère baisse de -1,1 % en euros constants, contre une hausse de +1,6 % pour la France entière.

1 Le tourisme est un des moteurs économiques de l'économie rhônalpine

Consommation touristique totale en millions d'euros rapportée au PIB régional en 2011 (en %)

Consommation touristique en % du PIB régional



Source : Insee, DGE, Compte satellite du tourisme régionalisé 2011

L'hébergement est le premier poste de dépense touristique en Rhône-Alpes (*figure 2*). Il représente 3,7 milliards d'euros en 2011. Fortement liées aux sports d'hiver, les locations saisonnières comptent pour la moitié, en progression de +13,7 % en euros constants entre 2005 et 2011 ; l'hôtellerie classique pour un quart avec une évolution plus modérée de +5,9 % en six ans.

Les dépenses dans la restauration et les services de transport non urbain représentent chacune près de 1,8 milliard d'euros. Durant la même période, celles-ci ont relativement moins augmenté, respectivement de + 1,6 % et + 3,0 %, en euros constants.

Les deux principales composantes des transports : l'avion et le train évoluent faiblement. En revanche, les dépenses de transport en autocar, sans doute moins onéreux, ont enregistré une progression de + 18,4 %.

Une baisse des dépenses dans les remontées mécaniques en six ans

Plus de la moitié des dépenses touristiques de culture et loisirs en Rhône-Alpes sont réalisées dans les remontées mécaniques des stations de montagne (733 millions d'euros en 2011), une spécificité régionale. En effet, la région capte plus de 77 % de la dépense touristique nationale dans ce secteur.

Celle-ci y est toutefois en baisse entre 2005 et 2011 (- 5,3 % dans la région, - 5,7 % au niveau national), expliquant en partie la baisse globale de la dépense touristique. Au contraire, la dépense dans les musées, spectacles et autres activités culturelles a progressé (+ 16,5 % dans la région, + 16,9 % au niveau national). Mais ce dernier type d'activités touristiques n'apporte à la région que 124 millions d'euros en 2011, soit moins de 1 % de la dépense touristique en Rhône-Alpes. ■

2 En 2011, comme en 2005, Rhône-Alpes capte près de 12 % de la consommation touristique nationale

Consommation touristique de Rhône-Alpes en 2011 (en millions d'euros) et évolution 2005-2011 en euros constants (en %)

Postes de consommation	France	Rhône-Alpes			
	Montant (en millions d'euros)	Montant (en millions d'euros)	Part de la région (en %)	Répartition des postes (en %)	Évolution 2005-2011 du montant (en %)
I Dépenses en services caractéristiques	87 670	9 568	10,9	55,4	2,7
1. Hébergements touristiques marchands	23 534	3 741	15,9	21,7	5,0
Hôtels	12 577	969	7,7	5,6	5,9
Campings	2 119	155	7,3	0,9	17,7
Gîtes ruraux et autres locations saisonnières	6 640	1 882	28,3	10,9	13,7
Autres hébergements marchands	2 198	735	33,4	4,3	- 14,2
2. Restaurants et cafés	17 562	1 745	9,9	10,1	1,6
3. Services de transport non urbain	26 401	1 803	6,8	10,4	3,0
Par avion	15 944	729	4,6	4,2	0,8
Par train	7 211	754	10,5	4,4	- 1,0
Par autocar	2 455	310	12,6	1,8	18,4
Transport fluvial et maritime	791	10	1,3	0,1	30,0
4. Location de courte durée de matériel	3 640	358	9,8	2,1	13,3
Véhicules de tourisme	2 111	196	9,3	1,1	7,3
Articles de sports et loisirs	1 529	161	10,5	0,9	21,7
5. Services des voyagistes et agences de voyages	8 036	539	6,7	3,1	0,4
6. Services culturels, sportifs et de loisirs	8 497	1 381	16,3	8,0	- 3,5
Musées, spectacles et autres activités culturelles	2 273	124	5,4	0,7	16,5
Parcs d'attraction et autres services récréatifs	2 335	115	4,9	0,7	- 16,7
Casinos	2 937	410	13,9	2,4	- 0,6
Remontées mécaniques	951	733	77,1	4,2	- 5,3
II Autres postes de dépenses (*)	42 353	5 808	13,7	33,6	- 6,7
III Dépense touristique (III=I+II)	130 024	15 376	11,8	89,1	- 1,1
IV Hébergement touristique non marchand	14 740	1 886	12,8	10,9	14,0
V Consommation touristique (V=III+IV)	144 764	17 263	11,9	100,0	0,3

(*) Dépenses en matière de carburants, de péages, d'aliments et de boissons hors cafés et restaurants, d'autres biens de consommation dont certains durables, de transports urbains dont taxis et d'autres services

Source : Insee, DGE, Comptes satellites du tourisme régionalisés 2005 et 2011

Méthodologie

Le poids de l'activité touristique dans l'économie est appréhendé ici via le Compte Satellite du Tourisme (CST) et plus précisément la Consommation Touristique Intérieure (CTI). Cette dernière retrace la totalité des dépenses touristiques auprès des fournisseurs de biens et services résidant en France, réalisées par les touristes et les excursionnistes à la journée, qu'ils soient français ou étrangers. Elle intègre la valorisation des nuitées passées dans les résidences secondaires (hébergement touristique non marchand). Cet agrégat mesure ainsi la consommation touristique totale sur le territoire.

Estimer le poids du tourisme en Rhône-Alpes en matière de consommation nécessite de régionaliser le CST, c'est-à-dire de déterminer la répartition régionale de la CTI pour chaque poste de dépense. Au niveau régional, ces richesses ne sont toutefois pas redistribuées intégralement sur le territoire même. Comme au niveau national, de multiples données fournies par les prestataires de services (approche par l'offre) ou par les voyageurs (approche par la demande) sont mobilisées. La plupart des sources de l'approche par l'offre proviennent de l'Insee (enquêtes de fréquentation des hébergements touristiques et données comptables des entreprises, etc.). La régionalisation utilise également des données d'enquêtes auprès des visiteurs fournies par la DGCIS (enquête suivi de la demande touristique et enquête auprès des visiteurs étrangers réalisées pour l'année 2005 et 2011, etc.).

L'évolution de la dépense touristique entre 2005 et 2011 a été calculée en euros constants, c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation nationale sur cette période.

Insee Rhône-Alpes

165, rue Garibaldi - BP 3184
69 401 Lyon cedex 03

Directeur de la publication :
Pascal Oger

Rédacteur en chef :
Thierry Geay

ISSN : 2273-3981

©Insee 2015

Pour en savoir plus :

- « En Rhône-Alpes, le tourisme dégage une richesse importante »
Insee Analyses Rhône-Alpes n° 2, juillet 2014
- « Les dépenses des touristes en France »
Insee Première n° 1510, juillet 2014
- « Le compte satellite du tourisme »
Études et statistiques de la DGE
- Voir données complémentaires en annexe électronique.

